

Ce qu'on peut attendre de la conférence sur le climat de Cancun

27-11-2010

Du 29 novembre au 10 décembre 2010 se tiendront à Cancun (Mexique) la 16^{ème} conférence sur la convention climat (CDB) et la sixième réunion des parties du protocole de Kyoto.

Rappelez-vous il y a un an, le monde entier se mobilisait pour le sommet de Copenhague contre le réchauffement climatique. Un rendez-vous à ne pas manquer, notre avenir en dépendait.

L'échec des négociations a été d'autant plus brûlant que l'espoir avait été grand.

Un an après, les états reprennent le chemin des négociations. Cette fois les chefs d'état ne viendront pas s'y brûler les ailes. Ils laisseront à leur ministre le soin des affaires, mais concrètement les relations se sont renouées.

« Nous semblons avoir tiré les leçons de Copenhague. Nous partons avec moins d'ambition peut être, avec plus de propositions concrètes. Un certain nombre de points vont être adoptés, on va marquer des avancées, mais il n'y aura pas d'accord contraignant » déclarait vendredi 26 Novembre à la presse Corinne Lepage.

Copenhague en décembre 2009 s'achevait sur un accord tenant sur deux chiffres et une seule feuille : la communauté internationale s'engageait à éviter que la température mondiale n'augmente de 2°C au cours du prochain siècle. Pour cela, en 2020, les émissions annuelles ne devront pas dépasser 44 milliards de tonnes éq. CO₂.

Si tous les Etats atteignent leur objectif, si les règles de comptage sont sérieuses et vérifiables et si les transferts de technologie permettent bien d'éviter l'utilisation d'énergie fossile, le monde émettra en 2020, 49 milliards de tonnes éq. CO₂, et si cela se passe mal, nous en serons à 53 milliards de tonnes, soit 9 milliards de tonnes en trop par rapport aux 44 milliards nécessaires pour limiter la température à 2°C !

En 2009, 48 milliards de tonnes ont été émises, soit 4 milliards de trop. L'effort reste à porter sur ces 4 milliards de trop par an d'ici 2020.

Les engagements annoncés à Copenhague sont insuffisants, seul 60% de l'objectif est atteint. Il faut donc faire un effort à Cancun sur les engagements. Or le contexte international n'est pas favorable sur ce point à un accord à Cancun. La crise économique a révélé les antagonismes entre grands modèles de développement américains et chinois. Les plans de relance s'épuisent et débouchent sur une guerre des changes de monnaies, chacun voulant favoriser son économie.

Ce qui peut être gagné à Cancun : A défaut d'un grand accord sur les réductions, plusieurs étapes pourraient et devraient être franchies à Cancun :

1) faire fonctionner politiquement le leadership de l'Europe, afin d'accentuer les efforts en matière de réduction des émissions. Les technologies vertes restent un élément fondamental de compétitivité dans les prochaines années : *« L'engagement européen de 20% est quasi atteint. On est à 17% à ce jour. Passons donc à un objectif à 30%. Passer à 30% équivaldrait à un effort financier qui permettrait l'effort de réduction global et qui aiderait l'industrie européenne et la nôtre : dans le classement des 100 meilleures entreprises, 2 seulement sont françaises. L'objectif 30% est donc à la fois altruiste et égoïste. C'est pourquoi je viens de voter pour cette recommandation au PE. Elle a été adoptée à vingt voix de majorité Jeudi 25 Novembre »* Corinne Lepage 26/11/10.

2) respecter les engagements financiers : à Copenhague, 30 milliards de dollars ont été décidés pour une première période 2010/2013. A ce jour 3 milliards seulement ont été mis à disposition. Cet argent est en partie détourné du budget aide au développement et ne correspond pas, comme demandé à Copenhague, à des budgets additionnels. Rappelons à ce sujet que la France est loin de ses promesses faites à Rio en 1992, de consacrer 0,7% de son PIB à l'aide au développement et n'en consacre que 0,46%. *« Les pays du sud estiment que les fonds sont souvent alloués selon les partis pris des pays occidentaux. Ils ne font pas confiance à la Banque Mondiale, un peu plus au FME. Il faudrait du pragmatisme : trouver un équilibre entre fonds privés et publics pour un fond centralisé qui donne une part prépondérante au public. Les modalités de financement, de gouvernance et de choix des fonds, seront le grand débat de Cancun. Les PED notent que beaucoup de fonds sont alloués à des ONG occidentales »* Corinne Lepage 26/11/10

3) Boucler l'accord RED+ (sur les forêts) : désormais les techniques sont au point pour vérifier si une forêt est vraiment un puits de carbone. On finance sur des bases réelles. Les efforts de non-déforestation peuvent donc entrer dans les mécanismes d'évitement et de séquestration. C'est très important pour les Pays du Sud à condition qu'ils autorisent mesures et vérifications. *« C'est le plus grand espoir de Cancun. La négociation avait avancé à Copenhague, elle s'est affinée à Nagoya. Cancun pourrait conclure. C'est le lien qui s'établit de manière concrète entre le climat et la biodiversité. La déforestation représente 20% des émissions carbone.»* Corinne Lepage 26/11/10.

4) Avancer sur les financements innovants : *« Sur les taxes financières et les financements innovants, c'est le renoncement permanent. Chaque fois que l'on propose une taxe, on est retoqué. Ce qui est une pure hypocrisie de la part de l'Europe qui vote 100 milliards d'aides et n'a versé que 12 milliards. Le Parlement Européen ne veut pas de taxe.»* Corinne Lepage 26/11/10.

Pourtant avance l'idée d'une taxe carbone aux frontières de l'Europe, réhabilitation du bouclier vert, d'une forme de protectionnisme *« Je ne désespère*

pas qu'au cours de la mandature nous y parvenions, alors que tout débat sur les taxes sur les transactions financières est rejeté.» Corinne Lepage 26/11/10.

Pour créer des fonds, il faudrait mieux encadrer le marché du carbone, il y a eu quelques soucis mais pas de spéculation. Par ailleurs, à 15 euros la tonne, le prix du carbone est trop bas, il faudrait au moins 20 à 30 euros, pour qu'un véritable marché du carbone émerge.

5) La gouvernance mondiale : elle est sans doute à améliorer, mais à défaut d'une OME ou autre, *«il faudrait œuvrer au moins à la création d'un organe de règlement des conflits : un tribunal pénal de l'environnement, ou étendre à l'environnement le champ du TPI.»* Corinne Lepage 26/11/10. Le cadre multilatéral onusien reste pertinent. Seul il permettra un partage équitable des efforts à accomplir. Cependant, il faudrait trouver le moyen d'associer davantage les collectivités territoriales. Elles demandent à ce que leurs efforts soient repris dans le cadre global. Mieux reconnaître la société civile.

Un accord pourrait donc sortir de ce sommet avec une avancée autour des points précités. Ce serait mieux que la déclaration de Copenhague, mais ce qu'il ne faut pas attendre de Cancun, c'est la reprise du cadre juridique du protocole de Kyoto : depuis 1997 le monde a changé, les grands émetteurs ne sont plus les mêmes, certains comme le Canada et le Japon prennent leurs distances, les Etats Unis et la Chine poursuivent leur concurrence. Le chantier est à reprendre. Il faudra sans doute une bonne décennie.

Et pourtant il y a urgence à marier rapidement intérêts économiques et environnementaux, à trouver les outils d'une véritable justice climat. Comme le rappellent les anciens ministres de l'environnement dans leur appel "Conditions météorologiques de plus en plus extrêmes, comme les canicules récurrentes et sévères ou les intempéries et les inondations à travers le monde, rappellent aux gouvernements de faire preuve du sens de responsabilité et à faire de la sauvegarde des conditions de vie sur terre une priorité absolue."

Dominique Martin Ferrari, CAP21.